



**HAL**  
open science

# Introduction. Mémoire(s), politique et sociétés dans les Amériques

Diana Burgos-Vigna, Julien Zarifian

► **To cite this version:**

Diana Burgos-Vigna, Julien Zarifian. Introduction. Mémoire(s), politique et sociétés dans les Amériques. Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain. Cahiers du MIMMOC, 2023, États et sociétés des Amériques face aux blessures de l'histoire. Des politiques nationales aux réponses locales., 30, 10.4000/mimmoc.11644 . hal-04381530

**HAL Id: hal-04381530**

**<https://hal.science/hal-04381530v1>**

Submitted on 9 Dec 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License



# Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain

Cahiers du MIMMOC

30 | 2023

États et sociétés des Amériques face aux blessures de l'histoire. Des politiques nationales aux réponses locales

---

## Introduction. Mémoire(s), politique et sociétés dans les Amériques

Diana Burgos-Vigna et Julien Zarifian

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mimmoc/11644>

DOI : 10.4000/mimmoc.11644

ISSN : 1951-6789

### Éditeur

Université de Poitiers

Ce document vous est fourni par Université de Poitiers



### Référence électronique

Diana Burgos-Vigna et Julien Zarifian, « Introduction. Mémoire(s), politique et sociétés dans les Amériques », *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain* [En ligne], 30 | 2023, mis en ligne le 28 décembre 2023, consulté le 09 décembre 2024. URL : <http://journals.openedition.org/mimmoc/11644> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mimmoc.11644>

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 juillet 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Introduction. Mémoire(s), politique et sociétés dans les Amériques

Diana Burgos-Vigna et Julien Zarifian

---

- 1 Généralement définie en opposition ou en complément à l'Histoire, la mémoire est aussi fréquemment associée à la notion de politique. Des « usages politiques de la mémoire » aux « politiques mémorielles » en passant par le « devoir de mémoire » – concept construit d'abord en France où il a sans doute suscité le plus de débats<sup>1</sup>, et qui tend à s'imposer aux États, aux institutions, voire aux populations –, les liens entre mémoire historique et politique ont souvent été soulignés, tant dans l'espace public que dans les études scientifiques. Les travaux précurseurs de Maurice Halbwachs, élève d'Émile Durkheim, sur la « mémoire collective », ont sans aucun doute contribué à ces mises en relation. Dans son ouvrage intitulé *Les cadres sociaux de la mémoire*, édité pour la première fois en 1925<sup>2</sup>, Halbwachs insistait déjà sur la difficulté à penser cette notion hors du groupe, la mémoire individuelle ne pouvant se construire de façon isolée, sans référence à la mémoire collective. À partir des années 1970, alors que la Shoah et, s'agissant spécifiquement de la France, le régime de Vichy puis la guerre d'Algérie, laissent des séquelles considérables et que se pose la question de leur place dans la vie publique, les travaux d'autres sociologues et d'historiens, notamment ceux de Roger Bastide<sup>3</sup> et de Pierre Nora<sup>4</sup>, suivent les pistes ouvertes en interrogeant la constitution des identités collectives, ancrant alors durablement la notion de mémoire dans la sphère du politique. De même, des politistes et spécialistes des violences de masse s'emparent ensuite de la thématique et en soulignent l'importance. Ainsi, dans son ouvrage publié en 1995, *Genocide and the Politics of Memory*, Herbert Hirsch explique : « La manière dont nous nous souvenons des événements passés a un impact profond sur ce que nous ferons et sur la façon dont nous vivons. La mémoire est, par conséquent, un phénomène clairement politique et doit être analysée comme étant sans doute l'aspect le plus important de la compréhension du fait politique.<sup>5</sup> » L'année suivante, en 1996, l'éminent spécialiste américain de la Shoah, Raul Hilberg, publie ses mémoires de chercheur sous le titre *The Politics of Memory. The Journey of a Holocaust Historian*<sup>6</sup>. Il y analyse notamment les difficultés qu'il eut à publier son ouvrage majeur, *The Destruction of European Jews*<sup>7</sup>, qui paraît finalement en 1961, et, partant, les

difficultés à faire vivre l'histoire et la mémoire de l'Holocauste aux États-Unis durant les premières décennies de la guerre froide<sup>8</sup>. Dans les années 2000, les travaux majeurs de Paul Ricœur sur la mémoire, l'histoire et l'oubli, montrent aussi la force des liens entre mémoire et politique, insistant notamment sur le rôle (et souvent l'intérêt) des États à promouvoir un oubli des épisodes difficiles du passé, une « amnistie », qui permettrait de préserver la paix sociale<sup>9</sup>.

- 2 De fait, si des événements communément ou majoritairement perçus de manière positive font l'objet d'un souvenir collectif parfois entretenu par les autorités publiques, c'est bien, en général, la mémoire des heures sombres de l'histoire, en particulier des épisodes de violence de masse, de discrimination, de déshumanisation de groupes humains, qui apparaît ici comme la plus essentielle mais également, souvent, fait l'objet des plus vives controverses. Dès 1978, dans son étude citée plus haut, Pierre Nora insiste sur le fait que « la mémoire collective divise »<sup>10</sup>. En effet, de manière directe ou sous-jacente, cette mémoire de pages sombres de l'histoire, et donc les processus de mémorialisation<sup>11</sup> dont elles font l'objet, renvoient le plus souvent au martyr des uns et à la culpabilité des autres. Ainsi, les politiques et l'activisme mémoriels mobilisent des récits, figures ou événements historiques particuliers, complexes et souvent clivants. Qu'ils émanent des institutions ou qu'ils soient plutôt l'initiative de groupes issus de la société civile, ces politiques et cet activisme poursuivent généralement des objectifs de « reconnaissance », « réparation »<sup>12</sup>, voire de « (ré)conciliation » ou encore de « redignificación »<sup>13</sup> – ou bien, et la recherche académique ne doit pas négliger cette dimension, s'y opposent. Les notions complexes et parfois antinomiques, mais structurantes, telles que l'impunité, le pardon, le déni, l'oubli<sup>14</sup>, la « justice historique », ou le refus des récidives ou des répétitions de l'Histoire (incarné par le slogan « Plus jamais ça »<sup>15</sup>, emblématique des droits de l'Homme tels qu'ils sont (re)pensés après la Shoah<sup>16</sup>), sont souvent sous-jacentes à ces efforts de mise en mémoire. Au final, la mémorialisation des violences et traumatismes du passé est donc souvent l'enjeu de tensions et de conflits entre différentes parties, en désaccord soit sur l'interprétation de développements historiques, soit sur la place qu'ils doivent occuper dans l'espace public. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la mémoire contemporaine soit le plus souvent une mémoire non consensuelle, source d'antagonismes, et parfois sombre, voire victimaire. Comme le souligne Henry Rousso, derrière les usages de la mémoire, il y a ces blessures encore à vif, ces « raisins verts »<sup>17</sup>, et « l'idée qu'il faut agir rétroactivement sur le passé pour le *réparer*, pour en soigner les séquelles »<sup>18</sup>, ou bien tout mettre en œuvre pour le taire.
- 3 S'inscrivant dans ces dynamiques historiographiques, ces questionnements théoriques et citoyens, mais aussi en lien avec une actualité souvent brûlante (comme l'ont démontré en 2019 et 2020 les nombreux déboulonnages de statues datant de l'époque coloniale ou (post-) ségrégationniste aux États-Unis, et les débats qu'ils ont générés du Canada jusqu'à l'extrême Sud du continent), ce dossier étudie les relations entre mémoire(s) et politique dans les Amériques. Son objectif principal est de proposer un état des lieux de la question, permettant à la fois un regard précis et actualisé sur les nombreuses études de cas abordées, mais également une vision transnationale et comparatiste (Amérique du Nord/Amérique latine). Le passé colonial, la longue histoire de l'esclavage, les indépendances, puis l'implication dans les conflits mondiaux du XX<sup>e</sup> siècle, sont en effet autant de caractéristiques communes aux États des Amériques, constituant un terreau favorable à ces analyses. Au-delà, alors que c'est encore bien

souvent au travers du prisme européen que les liens entre mémoire(s) et politique sont étudiés, ces caractéristiques font des Amériques une aire idéale pour analyser ces interactions entre mémoire(s) et politique.

- 4 Loin d'être sur-étudiées, donc, ces questions n'ont pour autant pas été totalement négligées par la recherche en sciences humaines portant sur les États du continent américain. Ainsi, sur les États-Unis par exemple, des travaux de registre très différents, tels que le numéro spécial de la revue *The Journal of American History*, intitulé *Memory and American History*, dirigé par l'historien David Thelen et publié en 1989 (puis « republié » sous la forme d'un ouvrage par les presses universitaires de l'Université de l'Indiana<sup>19</sup>) ou, plus récemment, *American Memories. Atrocities and the Law*, publié en 2011 par Joachim Savelsberg and Ryan King<sup>20</sup>, ont montré l'importance d'envisager la mémoire comme un objet différent de l'Histoire, qui impacte fortement la vie publique et qui s'avère souvent parcellaire et teintée de patriotisme. De même, en 1999, l'ouvrage majeur de l'historien Peter Novick, *The Holocaust in American Life*<sup>21</sup>, mit ou remit la question de la place dans la mémoire collective américaine des épisodes de violence de masse, en l'espèce de celle du génocide juif par les Nazis. S'agissant des États de l'Amérique latine, les transitions démocratiques de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, qui ont suivi les « années de plomb » (des années 1960 aux années 1980) ont constitué une période propice aux processus mémoriels et donné lieu à de nombreuses études en sciences sociales sur ces questions. Les travaux de la sociologue argentine Elizabeth Jelin avec *Los trabajos de la memoria*, publié en 2002, et ses prolongements plus récents comme *La lucha por el pasado. Cómo construimos la memoria social*, en 2017, ont dessiné des pistes fructueuses pour analyser les concepts de mémoire et d'oubli lorsqu'ils sont liés à des événements traumatiques et le rôle central des productions culturelles dans les processus de transmission. D'autres recherches ont insisté davantage sur les problématiques de « justice transitionnelle », le plus souvent suivant une approche comparatiste facilitée par les convergences et synchronicités des changements politiques en Amérique latine dès le XX<sup>e</sup> siècle<sup>22</sup>. C'est le cas par exemples des ouvrages collectifs dirigés par Sophie Baby, Laure Neumayer, et Frédéric Zalewski, *Condamner le passé ? Mémoires des passés autoritaires en Europe et en Amérique latine*, publié en 2019<sup>23</sup>, ou encore *Documenter les violences : Usages publics du passé dans la justice transitionnelle*, dirigé par Camille Goirand et Angélica Müller et publié en 2020<sup>24</sup>.
- 5 Ce dossier des *Cahiers du MIMMOC* s'insère dans ces dynamiques bibliographiques et historiographiques en apportant une dimension transaméricaine peu traitée jusqu'à présent. Il réunit des études de cas qui explorent, dans plusieurs pays des Amériques, divers aspects des enjeux mémoriels liés à des périodes douloureuses de l'histoire collective et interroge les liens entre la ou les mémoires des heures sombres et les (ré)actions institutionnelles ou émanant de la société civile, au niveaux local, national, voire international. Par son approche transaméricaine, ce dossier met notamment l'accent sur les effets contemporains de processus tels que la colonisation, la destruction ou fragilisation des peuples autochtones, l'esclavage, les discriminations raciales anciennes ou plus récentes, et de leur (non-) reconnaissance / réparation / mémorialisation / patrimonialisation. Les travaux portent également sur les enjeux liés à des développements mémoriels ayant trait à des épisodes discriminatoires plus ponctuels ou des périodes plus ciblées de violence de masse (dictatures, conflits armés). Les analyses peuvent se décliner à l'échelon national mais privilégient souvent

également le niveau local, notamment lorsque les politiques mises en place concernent les groupes victimes ou les territoires sur lesquels ils vivaient ou vivent encore.

- 6 Quelques questionnements communs caractérisent ces études de cas nord et latino-américains et constituent des points saillants des réflexions mémorielles contemporaines.
- 7 **Le devoir de ne pas oublier** en premier lieu, qui est l'une des revendications, explicite ou non, qui traverse les diverses d'études. Même si Paul Ricoeur voyait dans l'oubli une possibilité, pour peu qu'il ne s'agisse pas « d'un devoir de taire le mal, mais de le dire sur un mode apaisé, sans colère »<sup>25</sup>, toute amnésie peut néanmoins générer des frustrations et des revendications si elle n'est qu'une injonction étatique et non un vœu collectif, ou encore si elle n'est pas accompagnée d'une volonté de rendre justice aux groupes victimes. Ce devoir de ne pas oublier et, souvent, la nécessité de mettre en œuvre des actions pour ne pas oublier, sont ainsi soulignés et revendiqués du Canada jusqu'au Pérou, en passant par les États-Unis, le Mexique, le Brésil, la Bolivie, la Colombie. Dans ces pays, les actions menées par les groupes concernés, voire par d'autres acteurs sensibles à ces questions ou même par des acteurs institutionnels, visent généralement à rendre visibles les violations des droits humains. Les affichages de portraits dans les musées mémoriaux étudiés au Brésil et en Colombie et dans l'espace public urbain, mais aussi les monuments dans les villages des Andes ou les anti-monuments dans les villes mexicaines en sont autant d'illustrations. C'est aussi le cas de la musique, comme les chansons « para no olvidar » (pour ne pas oublier) du répertoire musical étudié par Camila Melo dans son texte sur les luttes pour la reconnaissance des victimes de disparitions forcées dans le Nuevo León (Mexique), où elle analyse également comment les inscriptions mémorielles dans l'espace urbain trouvent leur prolongement dans les espaces numériques. De même, l'article d'Audrey Rousseau, portant sur le Centre d'interprétation du camp d'internement de Spirit Lake au Québec, montre comment un effort collectif a été entrepris pour présenter et transmettre l'histoire de ce camp où, durant la Première guerre mondiale, plusieurs milliers d'immigrants d'origine ukrainienne, alors considérés « ennemis étrangers » au Canada, furent internés et privés de leur liberté. Il montre aussi que le projet n'a pu être maintenu que quelques années (de 2011 à 2018) et que le centre fut fermé notamment du fait de difficultés financières, mais aussi peut-être d'un manque de volonté politique de le maintenir ouvert. Si présenter, transmettre, sortir et maintenir hors de l'oubli les violences passées, sont au cœur des préoccupations, il s'agit également parfois de « réparer » ces violences, ou plutôt de tenter de le faire. C'est précisément ce qu'analyse l'article d'Ary Gordien. En comparant les cas guadeloupéen et jamaïcain, il observe comment acteurs militants et institutionnels essaient de définir les formes que peuvent prendre les réparations pour la traite de l'esclavage et de mettre en œuvre des actions pour les obtenir.
- 8 **Les pratiques culturelles** sont aussi analysées dans plusieurs des cas d'étude et apparaissent comme des outils privilégiés pour rendre visibles certains pans du passé, faire entendre des voix jusque-là inaudibles ou encore montrer comment le passé est parfois mobilisé par certains acteurs. Elles peuvent être aussi des leviers pour renforcer le lien social. Qu'il s'agisse de peintures murales, de chansons, de productions cinématographiques ou littéraires, d'expositions, de performances, et d'autres formes d'arts visuels ou vivants, l'éventail est large. Quelques textes nous en livrent des analyses particulièrement approfondies. Ainsi, dans son article sur le cinéma

« révolutionnaire » de Jorge Sanjinés en Bolivie, Baptiste Lavat nous montre comment le septième art a pu devenir une arme contre l'oppression pendant les années de la dictature (années 1970) mais aussi le porte-parole des populations autochtones durant les années de transition démocratique, et même au-delà. C'est également le cas de l'article de Yohann Le Moigne, qui étudie ce que le film *Bound by honor* (« Les princes de la ville » en français), sorti en 1993, montre des usages de la mémoire collective indigène (re)construite autour du concept de *Raza* et du mythe aztèque d'Aztlán, mobilisés en particulier par les membres de gangs chicanos à Los Angeles. Les arts visuels sont aussi à l'honneur dans l'article de Dalila Lehman Chine qui observe l'émergence d'un mouvement étudiant contestataire mexicain appelé *Gráfica del 68*, dans le contexte traumatique du massacre du 2 octobre 1968, sur la place des Trois Cultures à Mexico. Elle analyse aussi comment les œuvres graphiques de ce groupe sont par la suite récupérées, réadaptées, « resémantisées », par d'autres mouvements artistiques au XXI<sup>e</sup> siècle, dans des contextes politiques toujours marqués par la répression étatique des mouvements populaires.

- 9 Quelques textes de ce dossier identifient également **l'émergence de nouveaux récits mémoriels**, voire de **contre-mémoires**, qui rendent visibles les drames du passé tout en valorisant des cultures populaires longtemps écartées des discours officiels et dominants. C'est ce que montre par exemple l'analyse des musées mémoriels, en Colombie, avec le texte de Julie Lavielle sur la Maison de la Mémoire de Tumaco, mais aussi au Brésil avec l'article de Silvia Capanema et Carolina Ruoso sur la muséologie sociale. À travers l'exposition d'objets populaires mettant en avant la culture afro-descendante ou les trajectoires quotidiennes des populations subalternes brésiliennes, ces lieux contribuent à l'élaboration de contre-récits historiques et culturels qui visent notamment à redignifier certaines catégories de populations marginalisées. Ces contre-récits peuvent aussi donner lieu à des « resignifications » de lieux comme c'est le cas d'une place de Monterrey, au Mexique, étudiée par Camila Melo, rebaptisée *Plaza de los Desparecidos* (« Place des Disparus ») par le mouvement collectif. Ces recherches montrent que toutes les mémoires ne se « valent » pas, et malgré des discours consensuels, des hiérarchies apparaissent avec des positions dominantes récupérées généralement par les élites blanches et aisées des sociétés américaines, dans la lignée des travaux d'Ana Lucía Araujo, cités en bibliographie, sur les politiques de mémoire de l'esclavage au Brésil.
- 10 **La diversité des mémoires, voire leur conflictualité**, est enfin relevée dans la plupart des cas étudiés, qui viennent ainsi remettre en question l'idée selon laquelle les politiques de mémoire construiront nécessairement une société pacifiée, et s'inscrivent ainsi dans la lignée des travaux récents sur les politiques mémorielles<sup>26</sup>. Cette hétérogénéité est finement analysée par Dorothee Delacroix qui, par l'intermédiaire d'un travail ethnographique mené dans les Andes péruviennes, révèle la diversité des mémoires au sein des populations concernées par le conflit interne lié au Sentier Lumineux (un mouvement de guérilla d'inspiration marxiste à l'origine d'un conflit interne meurtrier dans les années 1980 et 1990). Une diversité qui vient troubler la définition même de victime. Une conflictualité également visible en Colombie, dans la mise en place de la Maison de la mémoire de Tumaco, étudiée par Julie Lavielle, qui met en exergue les intérêts divergents des divers acteurs impliqués dans les processus (État, Églises, société civile) et les paradoxes liés à ce lieu de mémoire. De même, Olivier Burtin montre que les difficultés à sortir de l'oubli et mettre en mémoire le massacre de Tulsa, dans l'Oklahoma, lors duquel, en 1920, plusieurs dizaines, voire centaines,

d’Africains-Américains périrent, tient au fait que certains parmi la population blanche et les autorités locales ne le souhaitaient pas, préférant avoir recours à l’expression « émeutes raciales » plutôt que d’appeler les événements par leur nom – et en subir les conséquences.

- 11 Ces travaux pluridisciplinaires (anthropologie, histoire, études culturelles, études visuelles, science politique) illustrent les processus de construction de ces mémoires, souvent alternatives, parfois conflictuelles, en identifiant les acteurs qui participent à leur fabrication et en portant une attention particulière aux stratégies déployées, à la diversité des intérêts en jeu, aux rapports de force entre groupes sociaux et aux visions du monde que ces phénomènes révèlent.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Aje, Lawrence et Gachon, Nicolas. *La mémoire de l’esclavage*, Paris, L’Harmattan, 2018.
- Alonso Carballes, Jesús (éd.). *Le passé dans le présent. Histoire et mémoires, un enjeu essentiel pour les sociétés contemporaines (Europe-Amériques)*, Dossier de la revue *Amnis*, n°18, 2019.
- Araujo, Ana Lucía. *Politics of Memory: Making Slavery Visible in the Public Space*, Routledge, 2012.
- Araujo, Ana Lucía. *Slavery in the Age of Memory. Engaging the Past*, Bloomsbury, 2020.
- Araujo, Ana Lucía. *Museums and Atlantic Slavery*, Routledge, 2021.
- Baby, Sophie, Neumayer, Laure, Zalewski, Frédéric. *Condamner le passé ? Mémoires des passés autoritaires en Europe et en Amérique latine*, Presses universitaires de Nanterre, livre numérique, 2019.
- Baer, Alejandro et Sznajder, Natan. *Memory and Forgetting in the Post-Holocaust Era: The Ethics of Never Again*, Londres et New York, Routledge, 2016.
- Bastide, Roger. « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L’année sociologique*, n° 21, 1970, p. 65-108.
- Bertrand, Michel, Langue, Frédérique (éd.). *Amérique latine : mémoires et histoires nationales*, dossier n°104 de la revue *Caravelle*, 2015, p. 9-12.
- Dabène, Olivier. *La région Amérique latine. Interdépendance et changement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
- Gensburger, Sarah, Lefranc, Sandrine. *À quoi servent les politiques de mémoire ?* Paris, Presses de Sciences Po, 2017.
- Goirand, Camille et Müller, Angélica (éd.). *Documenter les violences : Usages publics du passé dans la justice transitionnelle*, Paris, Éditions de l’IHEAL, 2020.
- Harté, Marie Inés. « Redignification », *Témoigner. Entre histoire et mémoire*, n°118, 2014, p. 200-213.
- Hilberg, Raul. *The Destruction of European Jews*, Chicago, Quadrangle Books, 1961.

- Hilberg, Raul. *The Politics of Memory. The Journey of a Holocaust Historian*, Chicago, Ivan R. Dee Publisher, 1996.
- Hirsch, Marianne. *The Generation of Postmemory: Writing and Visual Culture after the Holocaust*, New York, Columbia University Press, 2012.
- Hirsch, Herbert. *Genocide and the Politics of Memory: Studying Death to Preserve Life*, Chapel Hill and London, University of North Carolina Press, 1995.
- Jelin, Elizabeth. *Los trabajos de la memoria*, Buenos Aires, Siglo XII Editores, 2002.
- Jelin, Elizabeth. *La lucha por el pasado. Cómo construimos la memoria social*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores, 2017.
- Lavabre, Marie-Claire. « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, vol. 7, Culture populaire et politique, 2000, p. 48-57.
- Ledoux, Sébastien. *Le Devoir de mémoire. Une formule et son histoire*, Paris, CNRS Éditions, 2016.
- Ledoux, Sébastien, « Des « origines » du « devoir de mémoire » aux sources de la mémoire de la Shoah : historiciser la mémoire de son oubli », *Les Cahiers de Framespa*, n° 41, 2022.
- Nora, Pierre. « La mémoire collective », dans J. Le Goff (éd.), *La nouvelle histoire*, Paris, Retz-CEPL, 1978, p. 398-401.
- Nora, Pierre. *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984.
- Ricœur, Paul. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.
- Ricœur, Paul. « Mémoire, Histoire, Oubli », *Esprit*, no. 3-4, 2006, p. 20-29.
- Roussio, Henry. *Face au passé. Essai sur la mémoire contemporaine*, Paris, Belin, 2016.
- Thelen, David (éd.). *Memory and American History*, Bloomington, Indiana University Press, 1990.
- Todorov, Tzvetan. *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 1995.

## NOTES

1. Johann Michel, *Le devoir de mémoire*, Que sais-je ? Paris, p. 5. Sébastien Ledoux, *Le Devoir de mémoire. Une formule et son histoire*, CNRS Éditions, Paris, 2016, (voir en particulier la quatrième partie de l'étude).
2. Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Librairie Félix Alcan, 1925.
3. Roger Bastide, « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'Année Sociologique*, vol. 21, 1970, p. 65-108.
4. Pierre Nora, « La mémoire collective », in Jacques Le Goff (éd.), *La nouvelle histoire*, Retz-CEPL, Paris, 1978, p. 398-401.
5. Herbert Hirsch, *Genocide and the Politics of Memory: Studying Death to Preserve Life*, Chapel Hill et Londres, University of North Carolina Press, 1995, p. 10-11 (trad. aut.).  
« How we remember past events has a profound impact on what we will do and how we will live. Memory is, therefore, a distinctly political phenomenon and requires analysis as possibly the most important aspect of political understanding. »
6. Raul Hilberg, *The Politics of Memory. The Journey of a Holocaust Historian*, Chicago, Ivan R. Dee Publisher, 1996.
7. Raul Hilberg, *The Destruction of European Jews*, Quadrangle Books, Chicago, 1961.
8. Norman Finkelstein, « There went a man. Remembering Raul Hilberg », *Counterpunch*, 22 août 2007, <http://www.counterpunch.org/finkelstein08222007.html>

9. Sur ce point, en condensé, on peut se référer par exemple à Paul Ricoeur, « Mémoire, histoire, oubli », *Esprit*, n° 3-4/2006, mars/avril 2006, p. 20-29, p. 28-29.
10. Pierre Nora, « La mémoire collective », art. cit., p. 399.
11. La mémorialisation est entendue ici comme la « mise en récit publique d'un passé convoqué dans le présent et pour l'avenir », Denis Peschanski, « Introduction », in Denis Peschanski (éd.), *Mémoire et mémorialisation. Vol. 1. De l'absence à la représentation*, Paris, Hermann, 2013, p. 1-10, p. 7.
12. Sur ce point précis, voir en particulier Johann Michel, *Le réparable et l'irréparable. L'humain au temps du vulnérable*, Paris, Hermann, 2021.
13. Terme utilisé et théorisé en Colombie par des scientifiques travaillant avec les victimes des plus récents conflits armés colombiens (1980-2000).
14. Craint par beaucoup, revendiqué par d'autres (à priori moins nombreux), l'oubli est souvent indissociable de toute (non-) mémorialisation. Voir par exemple, s'agissant de la Shoah, Sébastien Ledoux, « Des « origines » du « devoir de mémoire » aux sources de la mémoire de la Shoah : historiciser la mémoire de son oubli », *Les Cahiers de Framespa*, n° 41, 2022.
15. Il n'est pas étonnant que le premier rapport sur les crimes commis pendant la dictature argentine et publié en 1984 soit intitulé *Nunca Más* (« plus jamais ça », en espagnol).
16. Alejandro Baer, Natan Sznaider, *Memory and Forgetting in the Post-Holocaust Era: The Ethics of Never Again*, Londres et New York, Routledge, 2016, p. 1.
17. Cette expression qui donne son titre à l'introduction d'Henry Rousso est une référence à un texte de l'Ancien Testament, « Les pères ont mangé des raisins verts et les dents des enfants en ont été agacées » (Ezéchiel, 18/2).
18. Henry Rousso, *Face au passé. Essai sur la mémoire contemporaine*, Paris, Belin, 2016, p. 10.
19. *The Journal of American History*, vol. 75, n°. 4, 1989 ; David Thelen (éd.), *Memory and American History*, Bloomington, Indiana University Press, 1990.
20. Joachim Savelsberg et Ryan King, *American Memories. Atrocities and the Law*, New York, Russell Sage Foundation, 2011.
21. Novick, Peter, *The Holocaust in American Life*, New York, Houghton Mifflin, 1999.
22. Olivier Dabène, *La région Amérique latine. Interdépendance et changement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
23. Sophie Baby, Laure Neumayer et Frédéric Zalewski, *Condamner le passé ? Mémoires des passés autoritaires en Europe et en Amérique latine*, Presses universitaires de Nanterre, livre numérique, 2019.
24. Camille Goirand et Angélica Müller (éd.), *Documenter les violences : Usages publics du passé dans la justice transitionnelle*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2020.
25. Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, p. 589.
26. Sarah Gensburger, Sandrine Lefranc, *À quoi servent les politiques de mémoire ?* Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

---

## INDEX

**Index chronologique** : XXe-XXIe siècles

**Thèmes** : politiques de la mémoire, histoire et mémoire, comparatisme

**Index géographique** : Amériques (Amérique du Nord et Amérique latine)

**Mots-clés** : politiques mémorielles, mémoires, traumatismes, violence, réparation

## AUTEURS

### DIANA BURGOS-VIGNA

Diana Burgos-Vigna est professeure des universités en études culturelles latino-américaines à Paris Nanterre Université, au sein du laboratoire CRIIA (Centre de recherches ibériques et ibéro-américaines ; UR études romanes). Depuis 2022, elle est aussi secrétaire générale de l'Institut des Amériques. Ses recherches portent sur les villes en Amérique du Sud, et plus précisément sur les dispositifs participatifs ainsi que sur les politiques et les pratiques culturelles urbaines. Elle a co-écrit des ouvrages sur l'engagement politique des femmes en Amérique latine et a publié divers articles ou chapitres d'ouvrages en France et à l'étranger sur les questions urbaines, et notamment sur les processus de patrimonialisation (*Cahiers des Amériques Latines*, *Problèmes d'Amérique latine*, *City*, *Territorios*, etc.) En 2021, elle a co-dirigé avec Cynthia Ghorra-Gobin un numéro de la revue *IdeAs. Idées d'Amériques* sur « Villes et Culture » accessible en ligne.

### JULIEN ZARIFIAN

Julien Zarifian est professeur des universités en civilisation américaine (États-Unis) à l'université de Poitiers, chercheur au laboratoire MIMMOC de cette université, et membre de l'Institut Universitaire de France (IUF, 2020-2025). De 2011 à 2022, il était maître de conférences à CY Cergy Paris Université. Docteur en géopolitique, de l'Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8 (2010), et spécialiste en études politiques étasuniennes, ses recherches s'articulent suivant trois grands axes : la politique étrangère américaine en Eurasie ; les lobbies « ethniques » et leur impact sur la politique étrangère américaine ; les liens entre histoire, mémoire et politique aux États-Unis. Il est membre du comité de rédaction des revues *Politique Américaine* et *Études Arméniennes Contemporaines*. Son prochain ouvrage paraîtra en 2024 aux presses de l'université Rutgers.